

## Carnet

4/9/94

Du 1er Avril 1994

au 31 Mai 1994

*Les événements d'avril-mai 1994 ont été si nombreux et divers que nous y avons opéré une sélection. Au lieu de la forme traditionnelle de notre « Carnet », nous avons préféré adopter cette forme de chronique journalière (incomplète).*

### AGENDA

1 avril : Dans la nuit du 30 au 31 mars 1994, à Bilyogo (Kigali), M. Alphonse Ingabire, connu sous le surnom de Katumba et considéré comme le commandant opérationnel du parti "Coalition pour la Défense de la République" (CDR) est tué par balle. Il était soupçonné d'avoir participé à plusieurs actes de violence, avait été arrêté, puis relâché sous pression, pour le meurtre de Straton Byabagamba

(cfr Dialogue n° 161 p. 56). Ses meurtriers n'ont pas été identifiés. Le parti CDR a appelé ses militants au calme, mais les IMPUZAMUGAMBI (milices de la CDR) ont tué un membre du parti PSD et blessé grièvement trois personnes (à Bilyogo).

3 Avril : L'admission de la CDR à l'Assemblée Nationale de Transition (ANT) se pose toujours. Les partis au gouvernement (excepté le MRND) refusent car la CDR n'a pas reconnu en son temps l'Accord de Paix d'Arusha, ni signé le "code d'éthique politique" proposé par le gouvernement à tous les partis politiques agréés. L'insécurité continue à régner dans plusieurs quartiers de Kigali; des familles abandonnent les quartiers de Gikondo et Biryogo; certaines se réfugient à la paroisse de Nyamirambo.

6 avril : Le sommet de Dar-es-Salaam se tient sous la Présidence d'Ali Hassan Mwinyi avec les présidents Yoweri Museveni d'Uganda, Juvénal Habyarimana du Rwanda, Cyprien Ntaryamira du Burundi et le Vice-Président du Kenya, George Saitoti.

De retour de Tanzanie, l'avion du Président Habyarimana est abattu près de l'aéroport de Kanombe peu après 20 heures 30. Le Président Juvénal Habyarimana, le Président du Burundi Cyprien Ntaryamira sont tués. Sont morts en même temps que les présidents:

- deux ministres burundais: MM. Cyriaque Simbizi et Bernard Cyiza ;
- le Général Déogratias Nsabimana; Chef d'Etat-Major de l'Armée Rwandaise ;
- l'Ambassadeur Juvénal Renzaho, conseiller à la Présidence du Rwanda ;

- le Colonel Elie Sagatwa, Secrétaire particulier et beau-frère du président Habyarimana ;
- le Docteur Emmanuel Akingeneye, médecin personnel du président ;
- le Major Thaddée Bagaragaza, officier d'ordonnance ;
- et les membres de l'équipage de l'avion présidentiel: le Major Jacky Héraud, le Commandant Jean-Pierre Minaberry et l'Adjudant chef Jean-Michel Perrine.

La nouvelle de l'attentat perpétré sur l'avion du président rwandais est communiqué autour de 21 heures par la RTLM (Radio Télévision Libre des Milles Collines).

7 avril : Dès le petit matin, des tirs s'entendent dans Kigali. Radio-Rwanda invite la population à rester à l'intérieur des maisons. Munis de listes des personnalités à abattre, les hommes de la Garde Présidentielle suivis par la milice MRND-CDR (Interahamwe/Impuzamugambi) commencent les massacres. Des personnalités des partis d'opposition sont enlevées et tuées. Le Premier Ministre, Mme Agathe Uwilingiyimana est assassinée ainsi que dix casques bleus de nationalité belge qui assuraient sa protection; les ministres Frédéric Nzamurambaho, Faustin Rucogoza, Landoald Ndasingwa et sa famille, le Président de la Cour Constitutionnelle Joseph Kavaruganda sont tués. Trois abbés sont tués à Rambura. 17 prêtres et religieuses (3 pères jésuites, 5 abbés et 9 demoiselles de l'Institut séculier « Vita et Pax ») sont assassinés au Centre CHRISTUS de Remera-Kigali, des civils tutsi et lutu de l'opposition sont abattus avec femmes et

enfants. Les personnes réfugiées à l'Eglise de Nyamirambo sont massacrées. En début d'après-midi, alors que la Belgique dénonce l'attentat, la France place en état d'alerte la totalité de ses troupes présentes sur le continent africain (plus de 8.000 soldats).

Vers 16 heures, 600 hommes du bataillon du FPR présents à Kigali (au CND) depuis le 28 Décembre 1993, sortent de l'enceinte du parlement et attaquent la Garde Présidentielle à Kimihurura. Ils se répandent vers Kacyiru (Hôpital Roi Fayçal) et le stade Amahoro à Remera.

8 avril : Un bataillon de parachutistes français débarque sur l'aéroport de Kigali en provenance de Centrafrique pour évacuer les 600 ressortissants français. Les massacres gagnent d'autres parties du pays. A Nyundo, 3 abbés, 1 Frère Joséphite et 25 professeurs du Petit Séminaire sont tués. A Cyangugu on rapporte la mort du médecin responsable de la région sanitaire, d'un substitut et d'un commerçant. On signale que les tueries sont particulièrement violentes à Mururu-Mutongo et à Nkanka. Le Bugesera est de nouveau à feu, et à Kigali des pillages sont signalés dans le centre commercial. Radio-Rwanda lance un appel aux réservistes de 1992-1993 pour qu'ils rejoignent leurs unités.

9 avril : Le FPR lance son attaque sur la ville de Byumba. Des militaires accompagnés d'Interahamwe tuent 70 personnes dans l'Eglise de Gikondo. Les massacres continuent à Nyamirambo et ailleurs à Kigali.

## Composition du Gouvernement intérimaire formé le 9 avril 1994.

Président de la République	Dr. Théodore Sindikubwabo
Premier Ministre	Mr. Jean Kambanda (MDR)
Ministre des Affaires Etrangères et de la Coopération	Mr. Jérôme Bicamumpaka (MDR)
Ministre de l'Intérieur et du Développement Communal	Mr. Faustin Munyazesa (MRND)
Ministre de la Justice	Mme Agnès Ntamabyaliro (PL)
Ministre de la Défense Nationale	Mr. Augustin Bizimana (MRND)
Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et des Forêts	Mr. Straton Nsabumukuzi (PSD)
Ministre de l'Enseignement Primaire et Secondaire	Dr. André Rwamakuba (MDR)
Ministre de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche Scientifique et de la Culture	Mr. Daniel Mbangura (MRND)
Ministre des Finances	Mr. Emmanuel Ndindabalinzi (PSD)
Ministre de la Fonction Publique	Mr. Prosper Mugiraneza (MRND)
Ministre de l'Information	Mr. Eliezer Niyitegeka (MDR)
Ministre du Commerce, de l'Industrie et de l'Artisanat	Mr. Justin Mugenzi (PL)
Ministre du Plan	Mr. Augustin Ntirabatware (MRND)
Ministre de la Santé	Mr. Casimir Bizimungu (MRND)
Ministre du Travail et des Affaires Sociales	Mr. Jean de Dieu Habineza (PL)
Ministre des Travaux Publics et de l'Énergie	Mr. Hyacinthe Nsengiyumya Rafiki (PSD)
Ministre du Tourisme et de l'Environnement	Mr. Gaspard Ruhumuliza (PDC)
Ministre de la Famille et de la Condition Féminine	Mme Pauline Nyiramasuhuko (MRND)
Ministre de la Jeunesse et du Mouvement Associatif	Mr. Callixte Nzabonimana (MRND)
Ministre des Transports et des Communications	Mr. André Ntagerira (MRND)

Les Français évacuent leurs ressortissants. Des parents et des proches du président Habyarimana - dont son épouse - sont aussi évacués par les paras français vers la France.

Un gouvernement est formé sous la présidence du Docteur Sindikubwabo, nouveau président de la République. Mr. Jean Kambanda est nommé premier Ministre. Le nouveau gouvernement respecte la répartition des portefeuilles entre les 5 partis politiques de l'ancien. Comme on le constate, tous les ministres des partis MRND, PL (tendance Mugenzi) et PDC sont les mêmes que dans le gouvernement précédent. Par contre, on a remplacé tous les ministres des partis MDR, PSD et PL (tendance Landoald Ndasingwa) car ils ont été tués ou se sont enfuis. Les nouveaux ministres sont de la tendance dite « Power » (Hutu extrémiste). En même temps, M. Enoch Ruhigira a été confirmé dans ses fonctions de Chef de Cabinet de la Présidence. Mais il quitte le pays, avec sa famille, peu après.

Deux ministres étaient absents du pays lors de la constitution du nouveau gouvernement : MM. Faustin Munyazesa et Augustin Bizimana. Seul ce dernier a regagné le pays.

10 avril: Le Gouvernement intérimaire prête serment à l'Hôtel des Diplomates. Le personnel des ONG, du PNUD et d'autres coopérations quittent le Rwanda via le Burundi. La mort de 3 coopérants belges travaillant dans la région de Rambura (Gisenyi) est confirmée. Les troupes du FPR qui ont quitté Byumba progressent vers Kigali. on les signale à 8 km de Kigali (Kabuye).

Des troupes belges arrivent à Kigali pour évacuer leurs ressortissants ainsi que des étrangers (2.000-2.500 personnes) pris au piège de la violence. Les 330 marines américains restent cantonnés à Bujumbura et les 230 américains présents au Rwanda sont évacués dans les pays voisins. Les massacres continuent à Kigali (Rugenge). A l'intérieur du pays, on signale des tueries dans les préfectures de Gisenyi, Kibuye et Cyangugu où les personnes qui ont trouvé refuge dans les Eglises sont toutes massacrées. Les massacres commencent en préfecture de Gikongoro aussi (Kibeho, Mushubi).

- 11 avril: Le Gouvernement allemand décide de bloquer un montant de 83 millions de DM d'aide au développement destinée au Rwanda. Les prisonniers sont réquisitionnés pour enlever les cadavres des rues de Kigali.
- 12 avril: Le Gouvernement intérimaire quitte son siège de Kigali pour Gitarama. Les habitants fuient la ville de Kigali où les massacres et pillages font rage. Les Ambassades d'Allemagne et de France se sont repliées sur Bujumbura et l'Ambassade de Belgique se retire à l'aéroport de Kanombe en attendant la fin des évacuations. Le commandement des Forces Armées Rwandaises propose une rencontre avec le commandement du FPR pour le lendemain 13 avril 1994 avec la MINUAR comme intermédiaire.
- 13 avril: Des combats éclatent à Kigali, juste après l'annonce d'un cessez-le-feu cautionné par l'ONU.

- 14 avril: Des violents combats continuent autour de Kigali entre les FAR et le FPR. L'aéroport est sous les tirs de mortier. La situation des réfugiés à la charge de la MINUAR (Hôpital Roi Fayçal et Stade Amahoro) ne cesse de se dégrader. Le départ des militaires belges faisant partie de la MINUAR (418 personnes au total) est décidée. Massacre à la paroisse de Nyarubuye (diocèse de Kibungo) d'environ 5.000 personnes.
- 15 avril: Les milices Interahamwe arrêtent une des ambulances de la Croix Rouge et massacrent six civils qui se trouvent à l'intérieur. La Croix Rouge annonce qu'elle suspend ses opérations au Rwanda.
- 16 avril: Le FPR et les forces gouvernementales continuent à se battre pour le contrôle de Kigali.
- 17 avril: Le FPR demande une aide internationale pour des dizaines de milliers de réfugiés qui se trouvent dans les zones sous son contrôle.
- 19 avril: Les forces gouvernementales lancent des bombes sur le stade Amahoro où 4 à 5.000 civils ont trouvé refuge. Ces bombardements font 25 morts et 60 blessés. Le CICR estime à 400.000 le nombre de personnes déplacées dans tout le Rwanda (La Croix-L'événement, 21.4.1994). A Butare, 2 avions militaires atterrissent; plusieurs camions militaires chargés de munitions, d'armes légères et lourdes, et de militaires arrivent. Les massacres auront lieu dès le 20 avril.
- 21 avril: La MINUAR confirme la capture de la ville de Byumba par le FPR. Le Haut Commissariat des

Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) rapporte que 50.000 réfugiés rwandais ont traversé les frontières et se trouvent dans des camps au Burundi, au Zaïre et en Tanzanie, mais que des centaines de milliers d'autres se trouvent bloqués à l'intérieur du Rwanda sans nourriture ni abri. La Tanzanie annonce que le Gouvernement Intérimaire Rwandais et le Front Patriotique Rwandais acceptent de se rencontrer le 23 avril 1994 à Arusha pour discuter sur les modalités d'un cessez-le-feu. Le Conseil de Sécurité des Nations Unies décide de retirer une grande partie de ses forces du Rwanda: elles n'y maintiendront, qu'une présence de 270 hommes.

22 avril: Un communiqué de presse de la Maison Blanche à Washington invite les FAR et le FPR à accepter un cessez-le-feu immédiat et à retourner à la table des négociations. L'association « Human Rights Watch-Africa Watch » appelle les Nations Unies à reconsidérer la décision de réduire son contingent à 270 hommes seulement.

23 avril: La rencontre prévue entre le FPR et la délégation du Gouvernement Intérimaire à Arusha n'a pas lieu. Les massacres à Butare ont atteint l'intensité de ceux de la capitale Kigali. La Croix Rouge n'a pu entrer à Cyangugu où 6.000 personnes sont retenues en otage dans un stage.

24 avril: Médecins sans frontières (MSF) rapporte que dans l'Hôpital de Butare, 170 malades plus d'autres personnes faisant partie du personnel soignant ont été massacrés par la Garde présidentielle. L'équipe

de MSF qui se trouvait à l'hôpital de Butare a dû quitter le pays et se trouve à Kayanza (Burundi).

25 avril: De nombreuses personnes réfugiées à Kigali sont transférées par le FPR à Byumba. Elles continueront à y arriver jusqu'au 28 avril 1994. Parmi elles, l'ancien ministre des Finances, M. Marc Rugenera, le président du PDC, Mr. Jean Népomuscène Nayinzira, d'autres personnalités politiques, et de la société civile rwandaise. L'ONU fait appel à une aide urgente pour près de 1.284.000 personnes déplacées à cause de la crise.

26 avril: Amnesty International affirme que ce sont les autorités gouvernementales et celles chargées de la sécurité qui organisent les massacres et que la Communauté Internationale devrait intervenir pour les arrêter. Pour Amnesty, les tueries ont été qualifiées à tort de luttes interethniques.

27 avril: Des bombardements mettent fin à un cessez-le-feu que le FPR observait unilatéralement à Kigali depuis le 25 avril 1994. Dans la capitale, c'est l'anarchie avec des dizaines de milliers de personnes sans nourriture ni eau potable.

28 avril: Des organisations internationales telles que la MINUAR, l'UNICEF, la CROIX ROUGE, MSF, Amnesty International lancent un appel urgent d'aide au Rwanda. La Croix Rouge déclare que "des centaines de milliers de personnes au Rwanda sont menacées de mourir de faim suite à la violence indescriptible qui règne et qui empêche la distribution de vivres". Le Bulletin d'Information Africaine (BIA) à Bruxelles rapporte que « les

*massacres ont été particulièrement importants dans les paroisses de Shangi (4.000 morts) Mibirizi (2.000 morts), Nkanka (800 morts), Nyamasheke (200 morts) et à la paroisse de Kibeho (4.000 morts) dans le diocèse de Gikongoro ».*

- 29 avril: Le Secrétaire Général des Nations Unies demande au Conseil de Sécurité des Nations Unies de ne pas rejeter l'option d'une intervention armée au Rwanda pour arrêter les massacres. Le HCR rapporte que la fuite de dizaines de milliers de réfugiés du Rwanda vers la Tanzanie est "l'exode le plus considérable et le plus rapide" dont il ait jamais été témoin.
- 30 avril: Le FPR prend le contrôle de la frontière entre le Rwanda et la Tanzanie. Il déclare que le but de son offensive est d'arrêter les massacres de civils par les milices du gouvernement. Le Gouvernement tanzanien signale qu'au moins 500.000 réfugiés rwandais se trouvent sur son territoire et fait appel à l'aide internationale.
- 1 mai : 21 orphelins et 13 employés de la Croix Rouge sont tués par des milices armées lors de l'attaque d'un orphelinat à Butare.
- 3 mai : Vive tension à Kigali où une tentative des soldats de la MINUAR pour évacuer 300 personnes réfugiées à l'Hôtel des Mille Collines reste bloquée pendant des heures par les troupes du gouvernement et les milices. Finalement les autorités de l'ONU parviennent à négocier le retour des réfugiés à l'Hôtel.

- 4 mai : Violents combats à Kigali entre le FPR et les forces gouvernementales
- 5 mai : Le Gouvernement intérimaire déclare l'état de mobilisation générale, appelle tous les Rwandais à prendre les armes, à retourner dans leurs maisons et à combattre les rebelles au lieu de fuir. Kigali connaît sa bataille la plus meurtrière depuis le début des hostilités. Le Président Museveni invite le FPR à permettre qu'une intervention militaire étrangère arrête le carnage.
- 8 mai : En dépit du cessez-le-feu promis, la bataille se poursuit entre les troupes gouvernementales et le FPR.
- 10 mai : Le Secrétaire Général des Nations Unies soumet au Conseil de Sécurité un rapport où il propose une expansion de la MINUAR avec le déploiement étalé sur un mois de 5.500 casques bleus. Leur mandat révisé conférerait à leur mission une dimension strictement humanitaire. Les déplacés à l'intérieur du pays sont estimés à 1,2 million de personnes.
- 11 mai : Au Conseil de Sécurité, débat sur l'envoi d'une mission de 5.500 casques bleus à mandat humanitaire au Rwanda. Les Etats-Unis proposent la création d'une zone de protection le long des frontières Rwandaises pour assurer la sécurité des réfugiés et des personnes déplacées.
- 12 mai : L'ONU annonce la découverte des corps de 88 étudiants à Gikongoro.

- 15 mai : Le FPR attaque un convoi de la MINUAR sur la route vers Gitarama où s'est réfugié le Gouvernement intérimaire. A Kigali les milices tuent 10 enfants ainsi que l'employé des Nations Unies qui s'en occupait.
- 16 mai : Le FPR intensifie l'encerclement de Kigali. Il coupe une route qui reliait les 3.000 soldats gouvernementaux de Kanombe à leurs officiers qui se trouvent dans le centre-ville. Un porte-parole de MSF de retour de Kigali met en cause à la télévision française (TF1) « *la responsabilité écrasante* » de la France, dans la tragédie rwandaise, accusant Paris d'armer, d'équiper et d'entraîner les forces gouvernementales responsables des massacres. MSF envoie une lettre au président Mitterrand lui demandant d'intervenir contre « *l'extermination systématique et programmée des opposants à une faction soutenue et armée par la France* ».
- 17 mai : Le HCR accuse les forces du FPR de continuer à massacrer et à torturer des civils. Le Conseil de Sécurité décide l'envoi de 5.500 casques bleus au Rwanda pour une mission strictement humanitaire. Mais les Etats-Unis bloquent l'envoi immédiat de toute cette force et décident que seuls 150 observateurs non armés et un bataillon de soldats ghanéens (800 hommes) pourront partir dans un futur rapproché.
- 18 mai : Les Nations Unies décident de faire retourner au Rwanda son personnel qui avait quitté en avril. La France se déclare prête à équiper les troupes

- africaines appelées à constituer cette force de 5.500 casques bleus.
- La Fédération Internationale des Ligues des Droits de l'Homme (FIDH) souligne qu'en l'absence d'une juridiction pénale internationale permanente, il faut que l'ONU crée « *de toute urgence une Cour internationale pour juger les auteurs des violations massives des droits de l'homme* »
- 19 mai : Deux importants représentants de l'ONU partent pour Kigali pour obtenir des belligérants l'engagement de coopérer avec les troupes que l'ONU va envoyer. L'hôpital de Kigali est bombardé par le FPR.
- 22 mai : L'ONU annonce un accord pour une trêve temporaire afin de permettre à un délégué de l'ONU d'avoir des entretiens avec le gouvernement ainsi qu'avec le FPR. Le FPR prend l'aéroport et le camp militaire de Kanombe.
- 23 mai : Publication du Rapport d'Amnesty International « *Rwanda Mass Murder by Government Supporters and Troups in April and May 1994* » (12 pages). Le palais présidentiel est pris par le FPR.
- 24 mai : Les deux délégués de l'ONU arrivent à Kigali. A Genève, débute la troisième session spéciale de la Commission des Droits de l'Homme des Nations Unies, consacrée au Rwanda.
- 25 mai : La commission des Droits de l'Homme de l'ONU désigne M. René Degni-Segui, de Cote d'Ivoire, pour enquêter sur les responsabilités des massacres.

- 27 mai : La Commission Européenne débloque 1 million d'Ecus pour les réfugiés qui ont fui vers le Nord du Burundi (y compris des anciens réfugiés burundais au Rwanda). La Belgique accorde 500 millions de FB pour l'aide humanitaire.
- 28 mai : Le Nord Est du pays est aux mains du FPR. Les combats se poursuivent dans Kigali.
- 29 mai : De nouveaux combats font fuir 400.000 Hutu vers le Sud. Le FPR prend la ville de Nyanza et coupe la route de Gitarama.
- 30 mai : Rencontre à Kigali des représentants du Gouvernement intérimaire et du FPR sous les auspices de l'ONU, afin de discuter d'un cessez-le-feu.
- 31 mai : La mission des Nations Unies suspend toutes ses opérations après la mort d'un officier supérieur et de sa suite dans une explosion. M. Boutros Boutros Ghali édite un rapport critiquant la conduite de la communauté internationale.

Etant donné les difficultés actuelles au Rwanda, la Revue DIALOGUE a décidé de se publier à partir de Bruxelles. Nous invitons tous nos lecteurs à renouveler leur abonnement (si ils ne l'ont fait récemment) et à envoyer leurs articles ou autres remarques à notre nouvelle adresse : Rue du Noyer, 322  
1040 - Bruxelles.

Toute correspondance peut y être envoyée. Nous signalons aussi que pendant les heures de bureau, une permanence y est assurée. Nous y disposons aussi d'un téléphone - répondeur et fax dont voici le numéro: (32) (02) 735.39.16

La rédaction

## A travers livres et revues

**RWANDA. AUJOURD'HUI ET DEMAIN ?**, édition spéciale "Courant Alternatif", journal trimestriel de l'a.s.b.l. COOPIBO, Leuven, avril 1994, 24 pages.

Cette publication qui a paru en français et en néerlandais, est l'une des premières à avoir fait état des événements récents du Rwanda. Reprenant essentiellement des témoignages personnels, elle a l'avantage de donner des faits vécus, dans leur complexité, par des volontaires souvent liés de très près aux populations rwandaises.

Elle n'a pas la prétention de donner des analyses profondes, même si à travers ces témoignages, on dégage facilement certaines responsabilités (comme celle de la radio RTL/M). Elle pose aussi de bonnes questions, comme celle de l'avenir de la coopération belge, spécialement des ONG de développement. Elle donne aussi quelques renseignements dont les autres publications ne font pas toujours état, par exemple "Rwanda en chiffres" (page 7) où malheureusement les données concernant les religions ne sont pas exactes (à sujet, il vaut mieux citer les résultats du dernier recensement effectué au Rwanda en 1991). Publication sans prétention, elle a rendu service et continuera à rendre service à ceux qui veulent connaître le Rwanda.

Signalons aussi que Coopibo, Vredeseilanden et SOS-Faim publient conjointement un bulletin d'information sur le Rwanda et la région, intitulé "Traits d'union - Rwanda", et qu'il est possible de s'y abonner en écrivant à l'adresse suivante : Traits d'union - Rwanda c/o Vredeseilanden, Ruelensvest. 127, 3001 - Leuven. Le premier numéro reprend les informations recueillis par Frans Van Hoof et Ivan Godfroid lors de leur mission effectuée récemment au Rwanda et dans les pays de la région. Le bulletin paraît en français et en neerlandais.

Guy THEUNIS